

**Point de presse de la porte-parole -
Union européenne - Consultations
citoyennes - Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne en
Seine-et-Marne/Nations unies -
Retrait américain du Conseil des
droits de l'Homme/Nations unies -
Journée mondiale des réfugiés
(Paris, 20 juin 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

1 - Union européenne - Consultations citoyennes - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne en Seine-et-Marne (20 juin 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend aujourd'hui à Fontainebleau à l'invitation du maire de la ville, M. Frédéric Valletoux.

Il y participera à une consultation citoyenne sur l'Europe, à la mairie de Fontainebleau, autour du thème "Quelle est votre Europe ?", animée par Christian Lequesne, professeur à Sciences Po.

Les consultations citoyennes sur l'avenir de l'Union européenne se déroulent entre avril et octobre dans 27 Etats membres de l'Union européenne et visent à faire émerger de nouvelles idées et propositions afin de poser les bases d'une refondation de l'Union.

2 - Nations unies - Retrait américain du Conseil des droits de l'Homme (19 juin 2018)

La France regrette la décision des Etats-Unis, annoncée hier, de se retirer du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

Les Etats-Unis ont apporté une contribution de premier plan à l'édification d'un système international de protection des droits de l'Homme depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Ils ont joué un rôle essentiel dans l'adoption de nombreux textes fondateurs, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'Homme dont nous célébrons cette année les soixante-dix ans. Nous espérons donc que les Etats-Unis reconsidéreront leur décision.

La France rappelle son attachement aux instances des Nations unies et en particulier au Conseil des droits de l'Homme, qui est l'enceinte internationale la plus active en faveur de la promotion des droits de l'Homme dans de nombreux pays. La France est elle-même candidate à un nouveau mandat au sein du Conseil des droits de l'Homme pour la période 2021-2023.

Q - Comment réagissez-vous à la décision des Etats-Unis de se retirer du Conseil des droits de l'homme de l'Onu ?

R - Nous vous renvoyons à la déclaration que nous venons de faire.

3 - Nations unies - Journée mondiale des réfugiés (20 juin 2018)

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, la France tient à réaffirmer son engagement aux côtés des dizaines de millions de personnes qui, dans le monde entier, sont contraintes à l'exil, ainsi que des pays et organisations qui leur viennent en aide.

Conformément aux engagements du Président de la République, la France prend sa part de responsabilité dans l'accueil des réfugiés. L'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) conduit notamment des missions en Europe et dans les pays tiers dans le cadre de programmes de réinstallation ou de relocalisation de réfugiés. Plusieurs missions ont eu lieu en Afrique et au Proche-Orient au cours de ces dernières années et des agents de protection sont actuellement déployés en Espagne. Dans le cadre des réformes de la politique migratoire de l'Union européenne, la France continuera d'oeuvrer pour la création d'un véritable Office européen de l'asile afin que les procédures soient accélérées et harmonisées et qu'un système efficace de solidarité entre les Etats membres soit mis en place. Elle maintiendra aussi son soutien au Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), dont elle salue l'engagement et l'efficacité dans des conditions de plus en plus difficiles.

La France continuera d'agir pour trouver des solutions aux crises dont les déplacements de population civile sont une conséquence. Elle poursuivra sa mobilisation pour renforcer la protection des civils et le respect du droit international humanitaire en toutes circonstances. Elle restera attentive à toutes les initiatives qui peuvent être menées pour venir en aide aux réfugiés qui fuient les conflits armés, aux victimes de persécutions ou de menaces en raison d'opinions politiques, d'appartenance à des minorités religieuses ou ethniques, à un groupe social ou du fait de l'orientation sexuelle./.